

Convention collective
IDCC : 9712. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Saône-et-Loire)
(1^{er} janvier 1977)
(Etendue par arrêté du 26 août 1977,
Journal officiel du 5 octobre 1977)

AVENANT N° 137 DU 13 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2016
NOR : AGRS1697126M
IDCC : 9712

Entre :
La FDSEA de Saône-et-Loire,
D'une part, et
L'UD CFDT de Saône-et-Loire ;
L'UD CGT-FO de Saône-et-Loire ;
Le SNCEA CFE-CGC ;
L'UD CFTC de Saône-et-Loire,
D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les salaires mentionnés à l'article 25 de la convention collective sont fixés comme suit :

Ouvriers et employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
I Emplois d'exécutant	–	9,67	1466,65
II Emplois spécialisés	–	9,91	1 503,05
III Emplois qualifiés	1	10,06	1 525,80
	2	10,21	1 548,55
IV Emplois hautement qualifiés	1	10,48	1 589,50
	2	11,54	1 750,27

TAM

(En euros.)

NIVEAU	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
I	11,98	1 817,01
II	13,24	2 008,11

Cadres

(En euros.)

NIVEAU	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
I	16,50	2 502,56
II	20,52	3 112,27

Article 2

Le salaire horaire des vendangeurs-coupeurs correspond désormais au salaire horaire du niveau II de la grille des salaires faisant l'objet du présent avenant.

Le salaire horaire des vendangeurs-porteurs correspond désormais au salaire horaire du niveau III, échelon 2, de la grille des salaires faisant l'objet du présent avenant.

Article 3

Les avantages en nature des salariés agricoles, assis sur le montant du minimum garanti, seront revalorisés à chaque modification de celui-ci.

L'avantage en nature des vendangeurs est indexé à 160 % du Smic, soit, pour 2016, une valeur de l'avantage en nature fixée à 15,47 €, répartie comme suit :

Nourriture	13,15 € par jour		
	Petit déjeuner (17 %)	Déjeuner (46 %)	Dîner (22 %)
	2,63 €	7,12 €	3,40 €
Logement	2,32 € par jour (15 %)		

Article 4

Les salaires fixés à l'article 1^{er} ne peuvent être inférieurs au Smic et, en tout état de cause, aux garanties mensuelles de rémunération définies par les dispositions de l'article 32 de la loi du 19 janvier 2000 modifiée et de l'article 6.6 de l'accord national du 23 décembre 1981 étendu sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

Article 5

Le présent avenant est applicable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en un exemplaire à l'unité départementale de la Saône-et-Loire de la DIRECCTE de Bourgogne – Franche-Comté.

Fait à Mâcon, le 13 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)